



## **NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Mai 2025



## NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

---

Mai 2025

## SOMMAIRE

<b>PRINCIPAUX MESSAGES</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>5</b>
1.1. Activité économique dans le monde	5
1.2. Actions des banques centrales	5
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	9
<b>II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>10</b>
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	14
<b>III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE</b>	<b>15</b>
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	15
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Monnaie	16
<b>IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>17</b>
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
<b>V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>19</b>
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>22</b>

## PRINCIPAUX MESSAGES<sup>1</sup>

### 1. Évolutions récentes

*En avril 2025, l'activité économique mondiale est restée globalement bien orientée avec toutefois des disparités selon les pays. Aux États-Unis, l'activité a été portée par la demande intérieure. En revanche, en zone euro et en Chine, la croissance de l'activité a montré des signes de ralentissement, en lien avec le repli du secteur manufacturier dans la première région, et la faiblesse de la demande extérieure dans la seconde.*

Aux **États-Unis**, l'activité économique a maintenu une dynamique positive, portée par la demande intérieure, malgré une contraction de la production manufacturière. En **zone euro**, la croissance de l'activité a montré des signes de ralentissement, l'impact de la vigueur du secteur des services ayant été atténué par un ralentissement de l'activité manufacturière.

En **Chine**, la croissance a légèrement décéléré, sous l'effet d'un affaiblissement des exportations et d'un fléchissement des nouvelles commandes. En **Afrique du Sud**, l'économie a amorcé une phase de stabilisation, grâce à une légère amélioration de la demande et de la production dans l'ensemble des secteurs.

En Afrique de l'Ouest, l'activité est restée dynamique au **Nigeria**, portée par une forte progression de la production et de l'emploi, malgré une intensification des pressions inflationnistes. Au **Ghana**, la croissance a connu une nette accélération, soutenue par une hausse marquée des nouvelles commandes, dans un contexte de reprise de la demande et d'atténuation des tensions sur les prix.

L'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 1,6%. En revanche, celui des produits alimentaires importés a légèrement reculé de 0,02%, en lien avec l'amélioration de l'offre mondiale.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, portée par la vigueur de la demande intérieure et les progrès continus observés dans plusieurs secteurs clés, tels que le commerce, les services financiers, ainsi que le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). Le taux d'inflation est ressorti à 1,5% en avril 2025, en baisse de 0,7 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de 2,2% enregistré le mois précédent, en lien avec la décélération observée au niveau des prix des produits alimentaires.

Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 5,75% en mars 2025, en baisse de 35 points de base (pdb) par rapport à sa valeur de février 2025. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle sont ressorties quasi-stables en mars 2025 par rapport au mois précédent, avec un taux débiteur de 6,78%, contre 6,79% le mois précédent et 7,01% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 12,7%, en glissement annuel, à fin mars 2025, après une augmentation de 12,2% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des Actifs Extérieurs Nets (+311,0%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+7,8%).

### 2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 7,3% au deuxième trimestre 2025, après une estimation de 7,1% au premier trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 1,7% en mai 2025, puis 1,8% en juin 2025. La décélération de l'inflation par rapport au mois de mars serait attribuable, d'une part, à la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires, en particulier le blé, le sucre et le lait, et d'autre part, à l'approvisionnement

---

<sup>1</sup> Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 mai 2025.

progressif des marchés de l'Union en produits céréaliers issus de la campagne agricole 2024/2025.

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1. Activité économique dans le monde

*En avril 2025, l'activité économique mondiale a maintenu globalement une trajectoire positive, avec des dynamiques contrastées selon les pays. Aux États-Unis, la croissance a été soutenue par la vigueur de la demande intérieure. En zone euro et en Chine, l'activité a montré des signes de ralentissement, en lien avec le repli du secteur manufacturier dans la première région, et la faiblesse de la demande extérieure dans la seconde.*

Aux **Etats-Unis**, l'indice PMI manufacturier de S&P Global s'est établi à 50,2 points en avril 2025, un niveau quasi inchangé par rapport à mars 2025. Cette stabilité masque un recul de la production manufacturière pour le deuxième mois consécutif bien que les nouvelles commandes ont poursuivi leur progression, portées par la vigueur de la demande intérieure. En **zone euro**, l'activité est restée en croissance, mais a ralenti, l'indice PMI composite se situant à 50,4 points, contre 50,9 points en mars 2025. Cette dynamique reflète l'affaiblissement de l'industrie manufacturière.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité du secteur privé en **Chine** a montré des signes préliminaires de ralentissement en avril 2025, l'indice PMI composite s'établissant à 51,1 points contre 51,8 points en mars, son niveau le plus bas depuis janvier 2025. Il reste néanmoins en zone de croissance pour le 18<sup>e</sup> mois consécutif. Ce léger repli résulte d'une baisse de la demande extérieure. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite des directeurs d'achat a atteint 50,0 points en avril 2025, contre 48,3 en mars 2025, signalant une amélioration de l'activité soutenue par une reprise de la demande, après quatre mois de contraction.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** s'est établi à 54,2 points en avril 2025, après 54,3 points en mars 2025, signalant une expansion toujours robuste de l'activité du secteur privé, à la faveur d'une forte progression de la production dans l'ensemble des secteurs et de l'emploi. Cependant, l'économie demeure confrontée à des pressions inflationnistes alimentées par la hausse des prix des matières premières et la dépréciation du naira. Au **Ghana**, l'activité a enregistré une nette accélération en avril 2025, l'indice PMI composite s'établissant à 52,6 points, en hausse par rapport aux 50,6 points de mars 2025 et atteignant son plus haut niveau depuis septembre 2021. Cette dynamique est principalement attribuable à la vigueur de la production et des nouvelles commandes, dans un contexte de demande renforcée et d'un affaiblissement des tensions sur les prix.

### 1.2. Actions des banques centrales

*Les décisions récentes des banques centrales reflètent des ajustements différenciés, en fonction des progrès réalisés dans la maîtrise de l'inflation et du niveau croissant de l'incertitude économique.*

Au niveau des **pays avancés**, la **Banque centrale européenne (BCE)** a abaissé, le 17 avril 2025, ses trois taux directeurs de 25 points de base (pdb), portant ainsi le taux de la facilité de dépôt, celui des opérations principales de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal à respectivement 2,25%, 2,40% et 2,65%. Cette décision reflète une confiance accrue dans le retour durable de l'inflation à l'objectif de 2%. L'inflation globale a en effet poursuivi sa baisse, passant de 2,3% en février à 2,2% en mars 2025. Toutefois, des risques pèsent sur les perspectives économiques de la zone euro, notamment en raison de la montée des tensions commerciales mondiales, qui érodent la confiance des ménages et des entreprises et contribuent à un durcissement des conditions financières. La **Réserve fédérale américaine (FED)** a, le 7 mai 2025, maintenu ses taux directeurs inchangés dans la fourchette de 4,25% à 4,50%. La Banque centrale a justifié sa décision par l'incertitude entourant les perspectives

économiques, dans un contexte marqué par l'instauration récente de nouveaux droits de douane par l'administration Trump. La FED a indiqué qu'elle restait prête à ajuster sa politique monétaire en fonction de l'évolution des données économiques et de l'impact des tensions commerciales sur l'activité économique et l'inflation.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a laissé ses taux directeurs inchangés le 21 avril 2025. Le taux préférentiel des prêts à un an (Loan Prime rate) reste fixé à 3,10%, tandis que celui à cinq ans demeure à 3,60%. La PBoC attend d'évaluer l'impact des tensions commerciales avec les Etats-Unis avant d'envisager de nouvelles mesures de relance. La **Banque centrale sud-africaine (SARB)** a suspendu, le 20 mars 2025, son cycle de réduction des taux, en raison des incertitudes pesant sur la stabilité économique, qui appellent à la prudence. Elle a maintenu inchangé son taux de repo à 7,50%, après trois baisses successives. Après avoir atteint 2,7% en mars 2025, son niveau le plus bas depuis juin 2020, l'inflation annuelle en Afrique du Sud est remontée à 2,8%, restant en dessous de la fourchette cible de la SARB, comprise entre 3% et 6%.

Au niveau des **pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA**, la **Banque du Ghana (BoG)** a relevé, le 28 mars 2025, son taux directeur de 100 pdb à 28,00% après trois réunions consécutives sans changement. Cette décision est motivée par des inquiétudes liées aux perspectives d'inflation. En effet, bien qu'en repli pour le quatrième mois consécutif, à 21,2% en avril 2025, l'inflation demeure largement au-dessus de la fourchette cible, fixée entre 6% et 10%.

**Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales**

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 mai 2025 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en mars 2024 (%)
<b>Pays avancés</b>					
États-Unis	-100	0	{4,25-4,50}	2,0	2,4
Zone euro	-135	-75	2,25	2,0	2,2
Royaume-Uni	-50	-25	4,50	2,0	2,6
<b>Pays émergents</b>					
Chine	-35	0	3,10	3,0	-0,1
Russie	500	0	21,00	4,0	10,3
Inde	0	-50	6,00	5,7	3,3
Brésil	50	200	14,25	{3,75+/-1,5}	5,5
Afrique du sud	-50	-25	7,50	{3,0 - 6,0}	3,2
<b>Pays en développement</b>					
Nigeria	875	0	27,50	{6,0 - 9,0}	24,2
Ghana	-300	100	28,00	{8,0+/-2,0}	22,4
CEMAC *	0	-50	4,50	3,0	4,4

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; \* taux d'inflation annuel 2024

### 1.3. Marchés des matières premières

**En avril 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a enregistré une hausse de 1,6%, tirée par l'augmentation des prix des produits non énergétiques, notamment les métaux précieux, les fertilisants, les minéraux et autres métaux ainsi que les produits agricoles.**

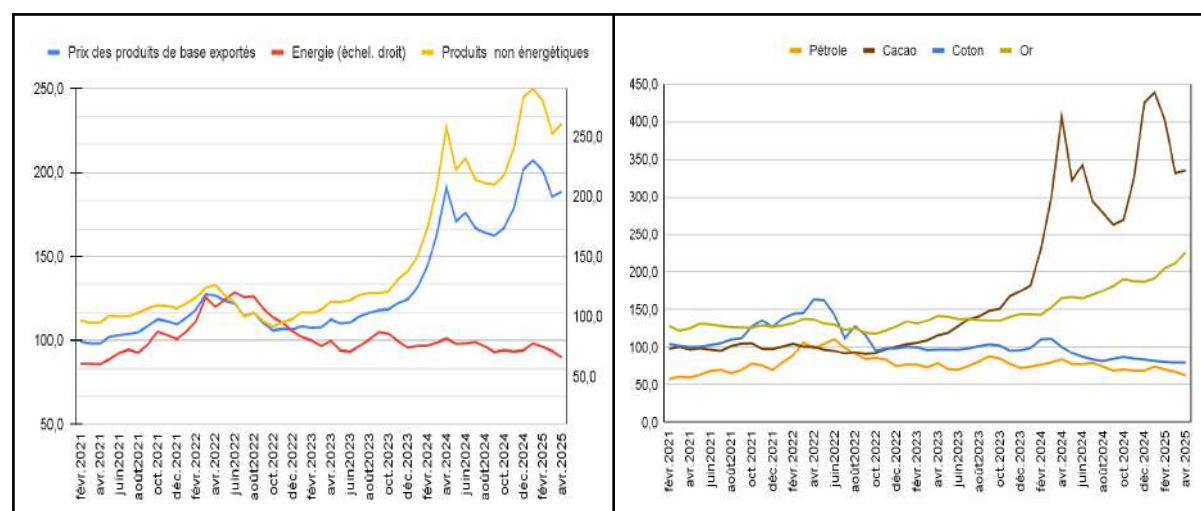
L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est accru, en glissement mensuel, de 1,6% en avril 2025, après une baisse de 7,8% le mois précédent. Cette évolution résulte de l'augmentation des prix des produits non énergétiques, en particulier les métaux précieux (**or** : +7,2%) ; certains fertilisants comme les **phosphates** (+3,2%), les

minéraux tels que l'**uranium** (+1,5%) et certains produits agricoles, dont les **huiles de palmiste** (+4,3%) et d'**arachides** (+0,4%), le **cacao** (+1,1%) et le **coton** (+0,2%). L'accroissement de l'indice a été atténué par l'affaiblissement des cours de **produits énergétiques** (**gaz naturel** : -11,7% et **pétrole** : -7,7%), de l'**huile de palme** (-17,9%), du **caoutchouc** (-14,2%) et du **café** (-4,4%), ainsi que du **zinc** (-2,2%).

Le renchérissement de l'**or** s'explique par plusieurs facteurs, notamment l'aversion au risque alimentée par les tensions politiques autour de la Réserve fédérale (FED), la dépréciation du dollar américain, les menaces tarifaires et les craintes accrues de ralentissement économique et d'inflation. Les prix des **phosphates** ont progressé, sous l'effet d'une demande saisonnière soutenue en Inde et en Afrique de l'Ouest, ainsi que des restrictions à l'exportation mises en place par la Chine. Les cours de l'**uranium** ont augmenté, en raison des incertitudes entourant la fiscalité future des principaux pays producteurs, notamment le Canada et le Kazakhstan. La montée des cours du **cacao** fait suite au ralentissement des exportations de cacao de Côte d'Ivoire. Les récoltes du premier producteur mondial de cacao sont menacées pour la deuxième année consécutive, en raison de fortes pluies et du virus du swollen shoot qui affecte la production de cacao. La hausse des prix du **coton** s'explique par les anticipations d'une reprise de la demande, portées par l'optimisme suscité par un éventuel accord commercial entre les États-Unis et la Chine, premier consommateur de coton au monde.

En revanche, les cours du **pétrole** ont reculé sous l'effet de l'annonce par les Autorités saoudiennes d'une hausse de la production visant à gagner des parts de marché, dans un contexte marqué par des anticipations d'augmentation de l'offre de l'OPEP+. Parallèlement, les tensions commerciales alimentent les craintes de récession mondiale, affectant les perspectives de demande. Les prix du **gaz naturel** ont chuté en raison d'une offre abondante aux États-Unis et des prévisions de demande plus faibles. La contraction des prix de l'huile de palme est due à une hausse significative de la production en Malaisie et à l'accumulation des stocks croissants, combinées à une faible demande indienne. Les prix du **caoutchouc** ont baissé en raison d'un accroissement de l'offre lié à la récolte en cours. Le repli des cours du **café** s'explique par les perspectives d'une offre record au Brésil en 2025, ainsi que par un affaiblissement de la demande des géants américains du secteur. Le recul des prix du **zinc** est dû à une amélioration des conditions d'approvisionnement et à un ralentissement de la demande dans le secteur de la galvanisation, affecté par la hausse des prix de l'acier consécutive aux droits de douane américains.

**Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)**



Sources : Reuters, calculs BCEAO



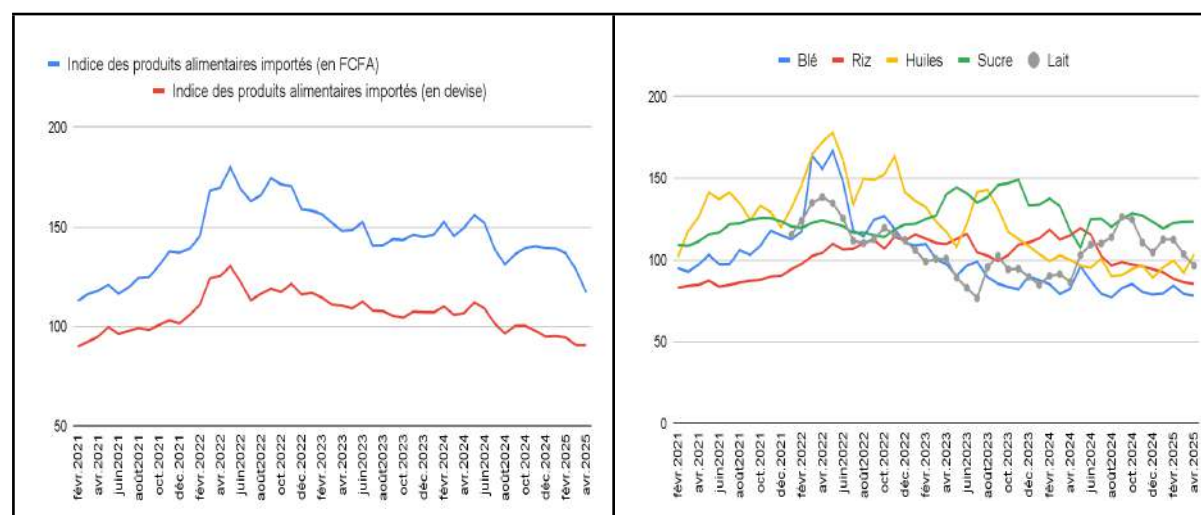
Par rapport à avril 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a diminué de 1,4%, après un accroissement de 14,1% le mois précédent. La baisse des cours concerne certains produits énergétiques comme le **pétrole** (-25,1%), les métaux et minéraux (l'**uranium** : -26,5%), ainsi que les produits agricoles (**coton** : -20,8%, **cacao** : -17,7% et **caoutchouc** : -9,3%). En revanche, les prix du **gaz naturel** (+37,5%), des **huiles végétales** (+32,7%), de la **noix de cajou** (+56,3%), du **café** (+32,9%), de l'**or** (+37,2%), du **bois** (+25,3%), des **phosphates** (+16,5%) et du **zinc** (+2,0%) ont enregistré une hausse.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA a légèrement progressé de 0,02% en avril 2025, en variation mensuelle, après une diminution de 3,9% un mois auparavant. La hausse des cours concerne principalement l'**huile de soja** (+12,1%) et le **sucre** (+0,1%). Les prix du **lait** (-6,9%), du **blé** (-1,5%) et du **riz** (-1,0%) se sont, pour leur part, contractés sur la même période.

L'augmentation des cours de l'**huile de soja** s'explique par des tensions sur l'offre liées aux conditions climatiques défavorables en Argentine. Les perspectives d'apaisement des tensions sino-américaines, ouvrant la voie à une reprise des achats chinois de soja en provenance des États-Unis, sont à l'origine de la hausse des prix du soja. La montée des cours du **sucre** est principalement due à une demande mondiale soutenue et à une production encore fragile dans certaines régions clés, notamment au Brésil.

En revanche, les cours du lait ont reculé sous l'effet des incertitudes liées aux répercussions potentielles des tarifs américains sur le secteur laitier, notamment en Europe. L'affaiblissement des cours du **blé** est attribuable au niveau élevé des stocks mondiaux et à des conditions agricoles favorables. En effet, en Amérique du Nord, des précipitations opportunes dans les plaines ont conduit à une révision à la hausse des perspectives pour le blé d'hiver, tandis que la récolte française reste prometteuse. Le fléchissement des cours du **riz** résulte d'une récolte exceptionnelle en Asie et de stocks abondants en Inde, premier producteur mondial.

**Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)**



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 15,0%, après une baisse de 14,3% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du **riz** (-25,7%), du **blé** (-5,3%) et du **sucre** (-4,8%). En revanche, les prix du **lait** (+11,6%) et de l'**huile de soja** (+3,2%) se sont renforcés.

Exprimés en franc CFA, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 21,7%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-28,8%), du **sucre** (-15,7%), des **huiles végétales** (-9,5%) et du **blé** (-9,3%). La montée des cours du **lait** (+6,8%) a amoindri la tendance.

#### 1.4. Marchés financiers

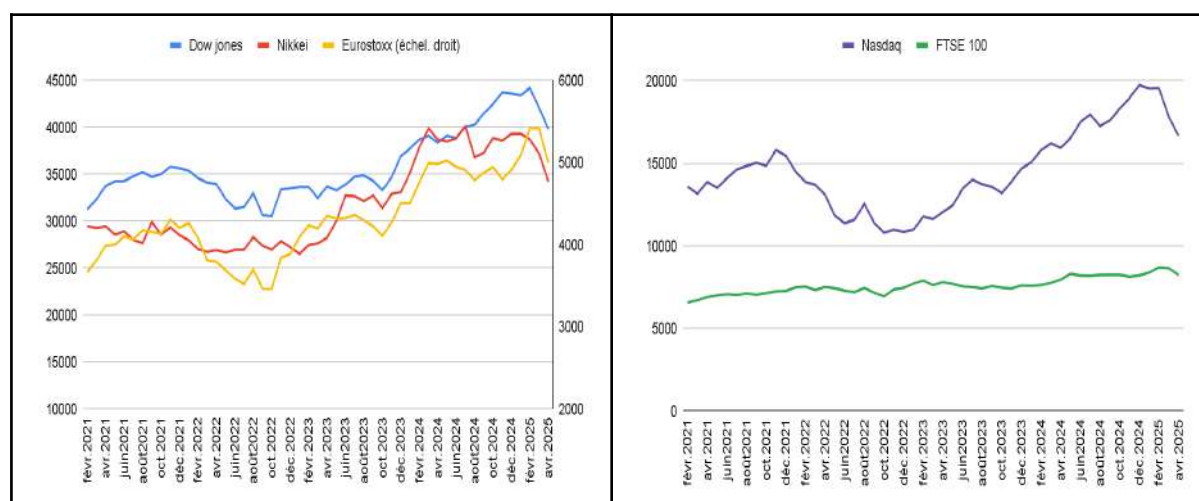
**Les principaux indices boursiers des pays avancés ont globalement affiché une tendance baissière au cours du mois d'avril 2025.**

##### 1.4.1. Les places boursières

En avril 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une évolution négative. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont contractés respectivement de 6,5% et 5,4% comparativement à leur valeur moyenne du mois précédent. De même, les indices CAC 40 de la France (-8,4%) et EUROSTOXX 50 de la zone euro (-7,8%) ont reculé par rapport à leur moyenne de mars 2025. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a également baissé de 4,7% après une diminution de 0,6% le mois précédent. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est affaibli de 8,0% par rapport à sa moyenne du mois précédent.

En Afrique, les principaux indices boursiers se sont repliés, à l'exception de l'indice MASI du Maroc (+0,05%), qui s'est légèrement renforcé. En effet, les indices BRVM 30 (-0,9%), BRVM Composite (-0,8%), NSE du Nigeria (-0,8%), GSE du Ghana (-0,3%) et FTSE de l'Afrique du Sud (-0,1%) ont connu un fléchissement au cours de la période sous revue.

**Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)**



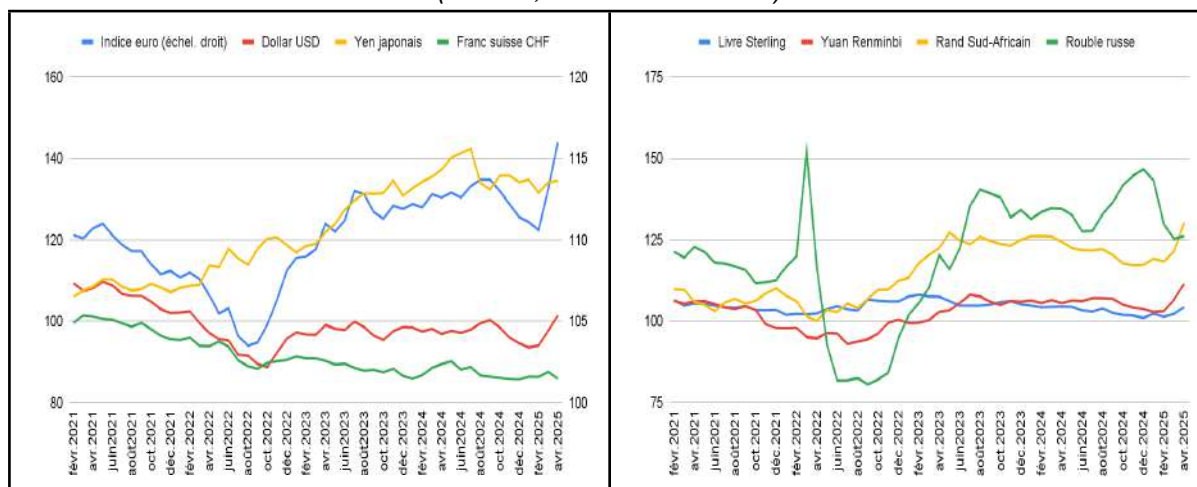
Sources : Reuters, calculs BCEAO

##### 1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, a augmenté de 2,6% en avril 2025 par rapport à sa moyenne de mars 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est renforcée vis-à-vis du dollar australien (+4,0%), du dollar américain (+3,9%), de la livre sterling (+2,1%), du dollar canadien (+1,2%) et du yen japonais (+0,3%). La devise européenne a également pris de la valeur face aux monnaies des pays émergents, notamment le rand sud africain (+7,4%), la livre turque (+6,6%), le yuan chinois (+4,6%), la roupie indienne (+2,7%) et rouble russe (+0,6%). En revanche, la monnaie de la zone euro s'est dépréciée par rapport au franc suisse (-2,0%).

## Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

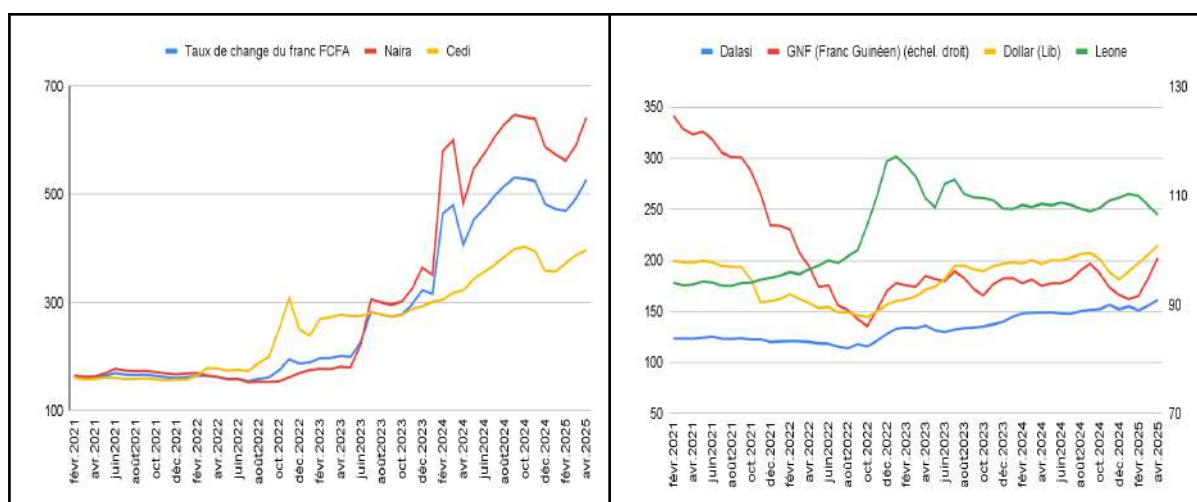


Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois d'avril 2025, une appréciation de 7,1% comparée à sa valeur du mois précédent, en lien avec son renforcement par rapport au naira (+8,5%), au dollar libérien (+4,3%), au franc guinéen (+4,1%), au dalasi gambien (+3,6%) et au cedi ghanéen (+2,6%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée de 3,6% à l'égard du leone.

## Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 29,8% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA a enregistré une hausse de 32,9% et 22,9% respectivement par rapport au naira nigérian et au cedi ghanéen.

## II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

### 2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs économiques disponibles à fin mars 2025 font état d'une dynamique globalement favorable de l'activité économique en rythme mensuel. La production industrielle a progressé de 3,1%, en variation mensuelle, après une baisse de 8,2% un mois auparavant. Le chiffre d'affaires du commerce s'est renforcé de 5,5%, après une diminution de 2,9% au mois

précédent. De même, les services financiers ont augmenté de 0,8%, après une contraction de 1,1% en février 2025. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise indique une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'ensemble des pays de l'Union à l'exception du Mali et du Niger. En revanche, les prestations de services marchands non financiers ont fléchi de 0,4% d'un mois à l'autre.

### 2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est amélioré de 3,1% en mars 2025, après un repli de 8,2% enregistré le mois précédent. L'augmentation de la production industrielle est imputable au renforcement des activités extractives (+4,2 points) et de celles de la branche "production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution" (+0,5 point).

**Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO**  
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>3,2</b>	<b>-7,5</b>	<b>4,2</b>	<b>7,6</b>	<b>9,1</b>
Extraction d'hydrocarbures	1,3	-0,6	0,2	5,4	4,5
Extraction de minerais métalliques	0,6	-6,9	4,1	-4,3	-0,5
<b>ACTIVITES DE FABRICATION</b>	<b>-4,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>-2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>4,2</b>
Fabrication de produits alimentaires	0,1	0,6	-1,0	3,7	2,4
Fabrication de textiles	-0,9	-0,3	-0,1	-0,3	0,5
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-2,8	-0,6	-0,3	-0,9	1,5
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-0,5</b>	<b>-8,2</b>	<b>3,1</b>	<b>9,7</b>	<b>13,7</b>

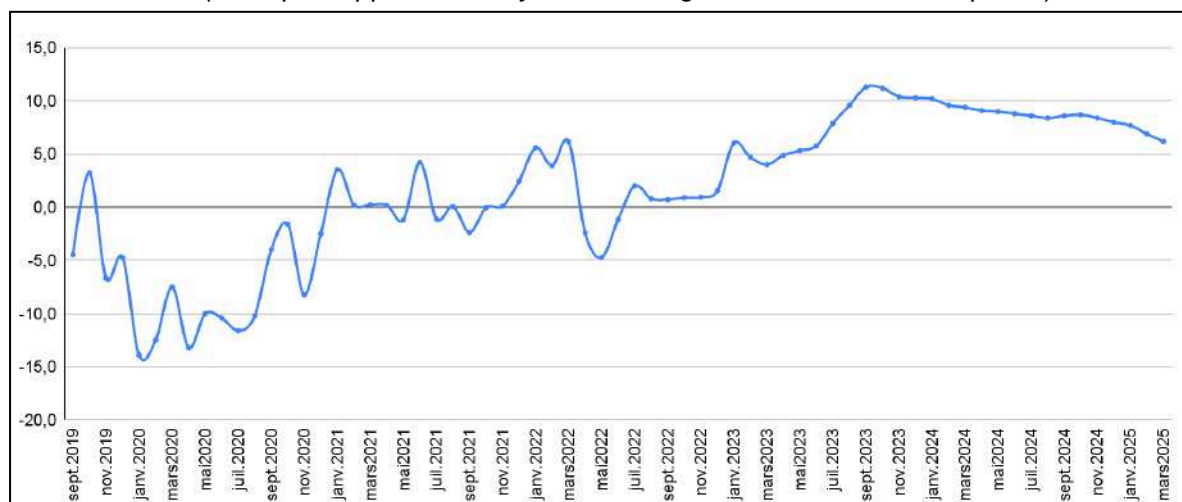
Source : BCEAO, (\*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 13,7% en mars 2025, après une hausse de 9,7% un mois auparavant. Cette évolution est attribuable principalement à la progression des activités extractives (+9,1 points), et des activités de fabrication (+4,2 points).

### 2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en mars 2025, par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +6,2 points contre +6,9 points en février 2025. Par pays, une amélioration de l'activité dans le secteur des BTP a été relevée au Sénégal (+33,3 points), au Bénin (+25,6 points), au Burkina (+14,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points), en Guinée-Bissau (+8,2 points) et au Togo (+0,9 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-42,8 points) et au Niger (-21,9 points).

**Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA**  
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

### 2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a enregistré, en variation mensuelle, un accroissement de 5,5% au cours du mois de mars 2025, après une baisse de 2,9% un mois auparavant. L'amélioration de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (+6,1 points).

**Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO**  
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
<b>COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES</b>	-0,1	-0,1	0,0	0,6	0,7
Commerce de véhicules automobiles	-0,1	-0,1	0,0	0,4	0,5
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
<b>COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES</b>	-1,0	-1,0	-0,5	-0,5	0,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-1,2	-0,6	-0,4	0,3	1,0
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,4	-0,4	0,4	-0,8	-0,7
<b>COMMERCE DE DÉTAIL</b>	7,7	-1,9	6,1	2,8	1,2
Commerce de détail en magasin non spécialisé	2,3	-0,2	2,0	0,7	0,4
Commerce de détail en magasin spécialisé	5,2	-1,6	3,9	2,1	0,9
<b>INDICE GLOBAL</b>	6,5	-2,9	5,5	2,9	2,0

Source : BCEAO (\*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 2,0% en mars 2025, après une hausse de 2,9% le mois précédent. Le renforcement de l'activité dans le commerce est porté par le commerce de détail (+1,2 point) et par le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,7 point).



### 2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont repliés de 0,4% en mars 2025, après une augmentation de 6,2% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 0,8% en mars 2025, après une diminution de 1,1% enregistrée le mois précédent.

**Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	Février	Mars	Février	Mars (*)	Février	Mars (*)
Bénin	-4,9	28,9	11,7	12,8	5,3	-7,8
Burkina	-3,8	-1,0	-5,1	1,2	1,3	3,6
Côte d'Ivoire	1,7	-5,4	8,3	-3,1	1,6	4,1
Guinée-Bissau	-38,2	83,7	-7,8	65,5	16,7	5,1
Mali	-8,8	19,3	-8,8	17,2	0,1	-1,7
Niger	-2,2	6,5	-3,0	-4,8	26,2	12,7
Senegal	-5,6	-3,5	1,2	-6,2	47,8	43,7
Togo	-3,0	10,6	-3,9	12,9	4,2	6,3
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>0,3</b>	<b>4,4</b>	<b>6,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>9,9</b>	<b>4,8</b>

Source : BCEAO, (\*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers se sont accrus de 4,8% en mars 2025, après une hausse de 9,9% en février 2025. L'amélioration du chiffre d'affaires de ces services est observée notamment au Sénégal (+43,7%), au Niger (+12,7%), au Togo (+6,3%), en Guinée-Bissau (+5,1%), en Côte d'Ivoire (+4,1%) et au Burkina (+3,6%). En revanche, les services marchands non financiers ont enregistré un repli au Bénin (-7,8%) et au Mali (-1,7%).

**Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	Février	Mars	Février	Mars (*)	Février	Mars (*)
Bénin	0,4	-8,8	0,5	-8,6	14,8	15,1
Burkina	0,0	2,4	-1,6	2,2	5,1	4,9
Côte d'Ivoire	-2,8	0,1	-2,4	0,2	17,5	17,7
Guinée-Bissau	-1,2	0,2	-1,3	0,1	3,4	3,3
Mali	-2,5	9,9	-2,8	9,8	14,7	14,6
Niger	-7,8	-0,1	-8,0	-0,2	13,8	13,6
Sénégal	2,3	1,2	2,5	1,2	17,5	17,6
Togo	1,2	-1,5	1,8	-1,3	15,3	15,6
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>15,4</b>	<b>15,4</b>

Source : BCEAO

(\*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 15,4%, en rythme annuel. Les progressions ont concerné l'ensemble des pays, à savoir la Côte d'Ivoire (+17,7%), le Sénégal (+17,6%), le Togo (+15,6%), le Bénin (+15,1%), le Mali (+14,6%), le Niger (+13,6%), le Burkina (+4,9%) et la Guinée-Bissau (+3,3%).

## 2.2. Inflation

**En mars 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent, principalement en raison du renchérissement des denrées alimentaires.**

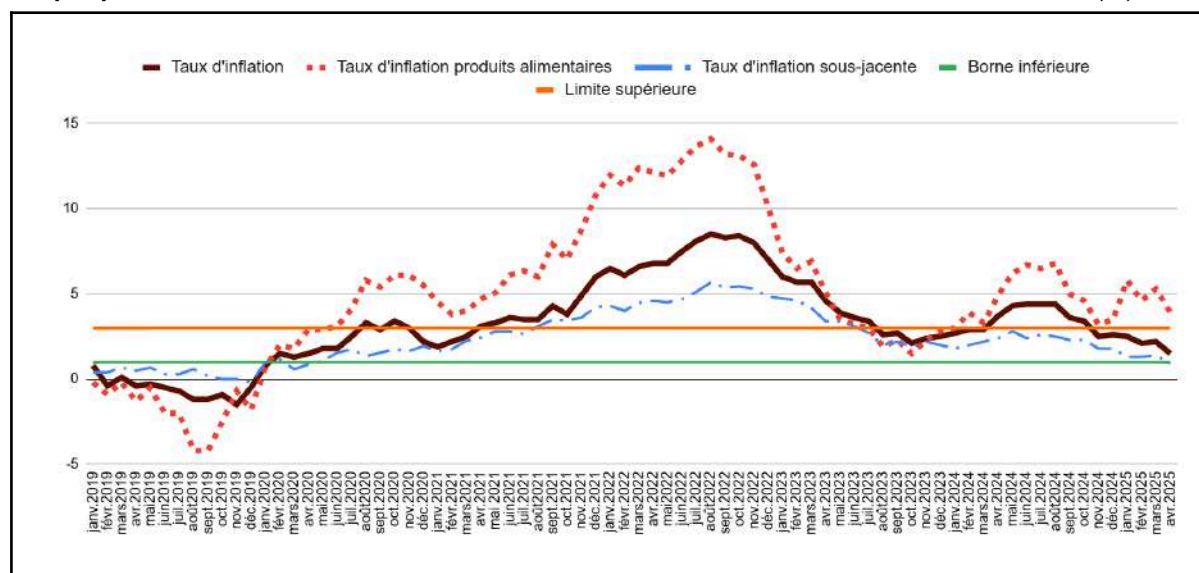
Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 1,5% en avril 2025, en baisse de 0,7 point de pourcentage (pdp) par rapport aux 2,2% observés en mars 2025. La diminution de l'inflation est portée par la décélération observée pour les coûts des produits alimentaires, ainsi que les baisses de prix pour les composantes "logement" et "transport".

Le ralentissement des prix des produits alimentaires s'explique par une augmentation de l'offre de denrées vivrières locales, à la faveur de la mise sur les marchés des récoltes de la campagne 2024/2025. La détente des prix des denrées alimentaires traduit également le maintien de la tendance baissière de certains produits alimentaires importés, en lien avec le repli, sur un an, de leurs cours mondiaux.

S'agissant de la baisse de la composante "transport", elle est consécutive à une diminution plus marquée des tarifs des services de transport routier. Quant à l'évolution notée au niveau de la division "logement" au cours du mois sous revue, elle s'explique par une progression moins prononcée du prix du charbon de bois, ainsi que par la baisse plus accentuée des services d'entretien et de réparation du logement.

L'analyse par pays révèle une décélération de l'inflation au Niger (+0,5% après +4,7%, soit -4,2 pdp), en Guinée-Bissau (+3,8% contre +7,1% , soit -3,3 pdp), au Mali (+8,2% après +9,6%, soit -1,4 pdp), au Togo (+0,8% après +1,8%, soit -1,0 pdp) et au Burkina (+1,8% contre +2,3%, soit -0,5 pdp). Au Sénégal, l'inflation est restée stable et négative à -0,2% en avril 2025. Par contre, une augmentation des prix est notée en Côte d'Ivoire (+0,8% après +0,5%, soit +0,3 pdp) et au Bénin (+0,8% après +0,7%, soit +0,1 pdp).

**Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est réduit de 0,5 pdp par rapport au mois de mars 2025 pour se situer à 0,9% en avril 2025.

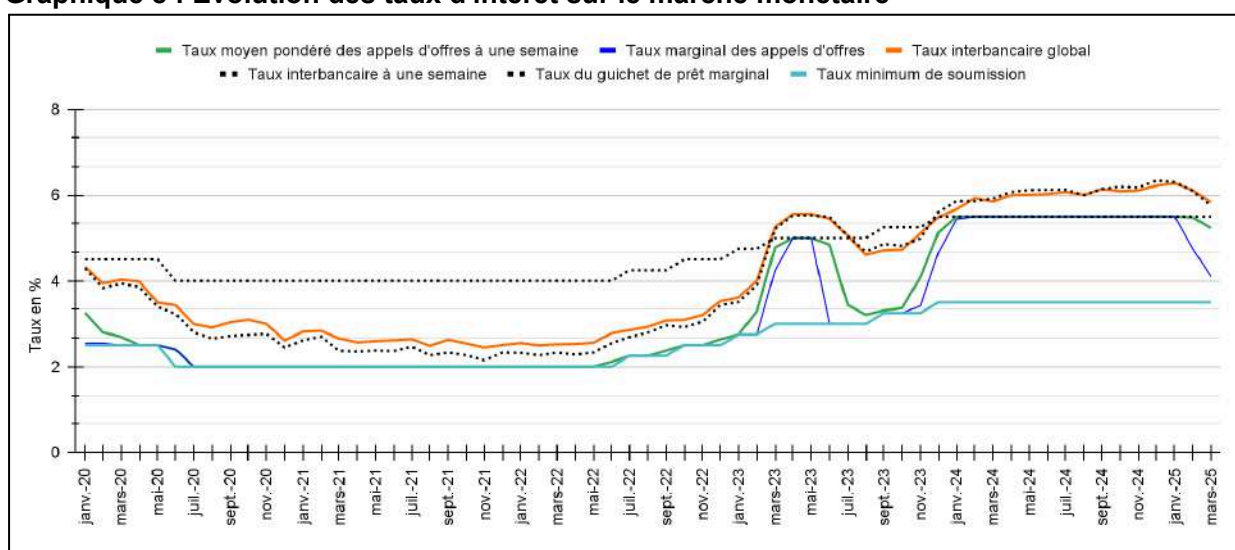
### III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le taux minimum de soumission aux adjudications et le taux sur le guichet de prêt marginal sont demeurés respectivement à 3,5% et 5,5%, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

#### 3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine est passé de 5,48% à fin février 2025 à 5,23% à fin mars 2025 et le taux marginal des appels d'offres est ressorti à 4,10% à fin mars 2025 contre 4,75% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 5,75% en mars 2025, en baisse de 35 points de base (pdb) par rapport à son niveau de février 2025 (6,10%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 5,83% en mars 2025, en recul de 28 pdb par rapport à février 2025 et de 2 pdb sur un an.

**Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire**



Sources : BCEAO

#### 3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de février 2025 sont ressortis quasi-stables (-1 pdb) par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,78% en mars 2025, contre 6,79% le mois précédent et 7,01% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a baissé au Niger (8,81% contre 8,85%), au Bénin (7,67% contre 7,70%), au Sénégal (5,90% contre 5,92%) et en Côte d'Ivoire (6,32% contre 6,33%). Par contre, une hausse a été observée au Mali (7,38% contre 7,30%), au Togo (7,56% contre 7,50%), en Guinée-Bissau (9,45% contre 9,39%) et au Burkina (7,56% contre 7,54%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme ont augmenté de 2 pdb pour s'établir à 5,37%, contre 5,35% un mois plus tôt et 5,40% une année auparavant. Par pays, la rémunération des dépôts s'est améliorée au Niger (5,36% contre 5,32%), en Guinée-Bissau (3,56% contre 3,53%), au Bénin (5,36% contre 5,34%), en Côte d'Ivoire (4,91% contre 4,89%) et au Sénégal (5,52% contre 5,51%). En revanche, une diminution a été enregistrée au Togo (5,67% contre 5,72%), au Burkina (5,54% contre 5,58%) et au Mali (5,23% contre 5,25%).



### 3.3. Monnaie

A fin mars 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 12,7%, après 12,2% atteint le mois précédent. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 17,9% et 11,1%, après des augmentations respectives de 19,8% et 10,0% à fin février 2025.

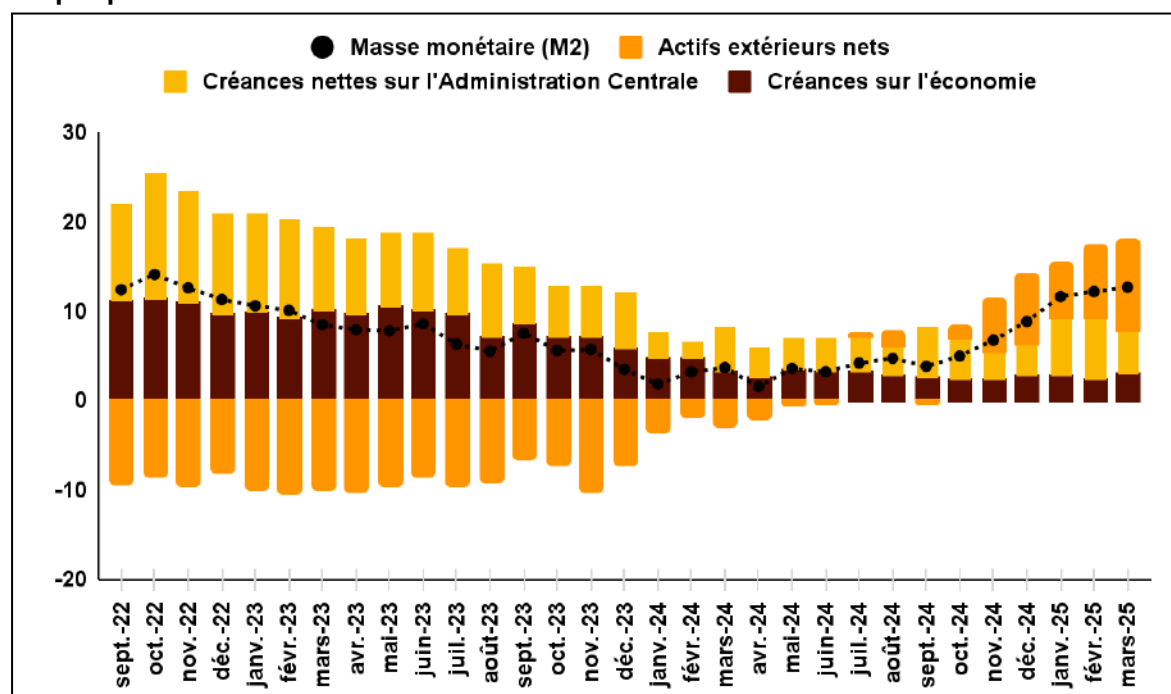
**Tableau 6 : Situation monétaire à fin mars 2025** (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	févr.-24	mars-24	févr.-25	mars-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Mois précédent	Mois courant	Mois précédent	Mois courant
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>46 954,5</b>	<b>47 342,0</b>	<b>52 680,1</b>	<b>53 342,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>12,2</b>	<b>12,7</b>
Circulation fiduciaire	10 539,7	10 795,7	12 630,7	12 725,4	1,0	0,7	19,8	17,9
Dépôts	36 414,8	36 546,2	40 049,5	40 616,9	1,9	1,4	10,0	11,1
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>2 142,7</b>	<b>1 530,0</b>	<b>5 820,6</b>	<b>6 288,8</b>	<b>20,4</b>	<b>8,0</b>	<b>171,7</b>	<b>311,0</b>
<b>Créances intérieures</b>	<b>56 582,3</b>	<b>57 844,5</b>	<b>61 911,8</b>	<b>62 338,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>9,4</b>	<b>7,8</b>
Créances nettes sur APUC	22 435,9	23 632,0	26 466,7	26 408,2	0,8	-0,2	18,0	11,7
Créances sur l'économie	34 146,4	34 212,5	35 445,1	35 930,6	-0,4	1,4	3,8	5,0

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin mars 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+4.758,8 milliards ou +311,0%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4.494,3 milliards ou +7,8%). Le renforcement des AEN est lié essentiellement à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

**Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

#### 3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin mars 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 4.758,8 milliards (+311,0%), en un an.

### 3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 7,8% à fin mars 2025, après 9,4% en février 2025. Cette augmentation des créances intérieures est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+2.776,2 milliards contre 4.030,7 milliards en février 2025) et des créances sur l'économie (+1.718,1 milliards contre 1.298,8 milliards en février 2025).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,0% à fin mars 2025 après 3,8% à fin février 2025. Les crédits accordés aux entreprises non financières ont augmenté de 3,8% et ceux octroyés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrus de 6,4% à fin mars 2025, après respectivement 4,9% et 0,9% le mois précédent.

## IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

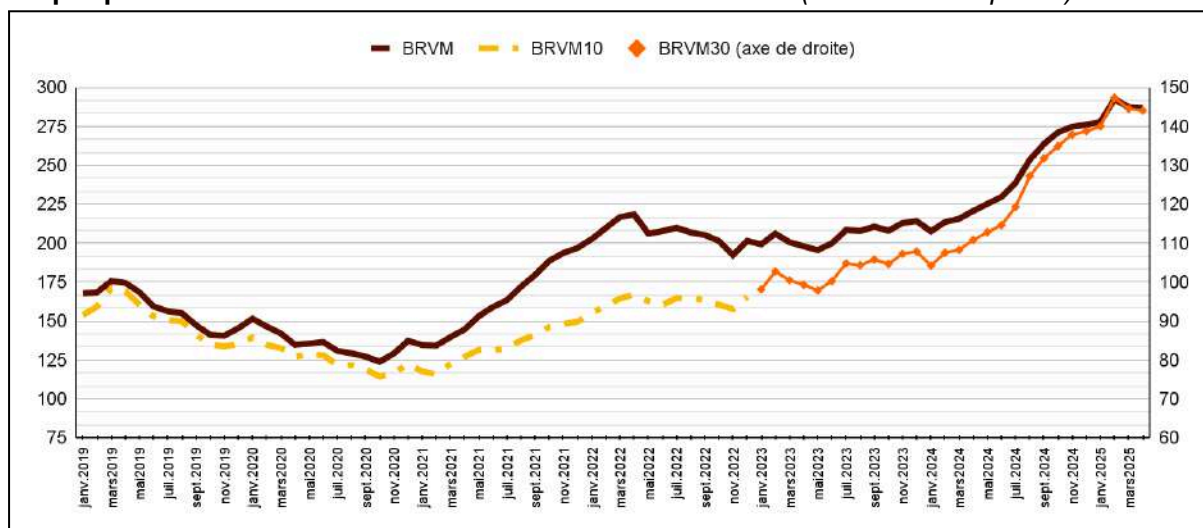
**Les activités du marché boursier régional ont enregistré un repli. En revanche, sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.990,0 milliards en avril 2025, en hausse de 1.008,9 milliards (+102,8%) par rapport au mois précédent.**

### 4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché une évolution baissière. A fin avril 2025, l'indice global, le BRVM Composite, a reculé de 0,1% par rapport à sa valeur à fin mars 2025, pour s'établir à 287,1 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, s'est contracté de 0,3% par rapport à sa valeur à fin mars 2025, pour se situer à 144,1 points. A la date du 20 mai 2025, les indices BRVM Composite et BRVM 30 se sont repliés respectivement de 2,1% et 2,2% par rapport à leur valeur de fin mars 2024.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés de 31,6% chacun par rapport à avril 2024.

**Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)**

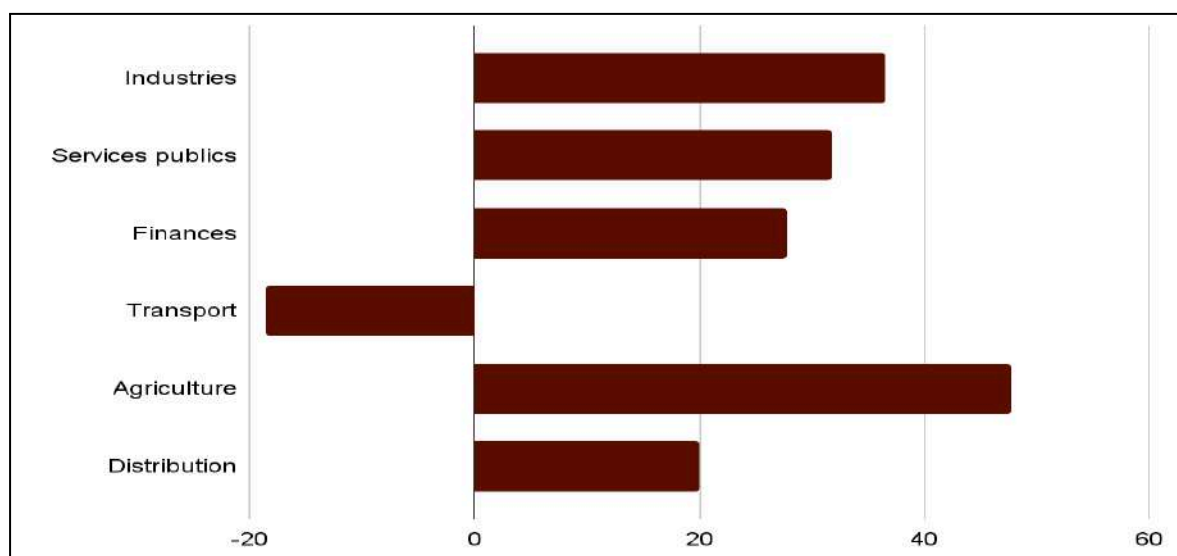


Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est accrue de 16,7% par rapport à fin avril 2024 pour s'établir à 21.565,8 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par le renforcement des indices des branches « Agriculture » : +47,8%, « Industries » : +36,6%, « Services publics » : +31,8%, « Finances » : +27,8% et « Distribution » : +20,0%, amoindri par la branche « Transport » :

-18,6%. Dans le détail, la capitalisation du marché des actions a augmenté de 38,0% à 11.070,0 milliards et celle du marché des obligations de 2,2% à 10.495,8 milliards.

**Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mars 2025 en variation annuelle**



Source : BRVM

## 4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé 1.573,4 milliards, dont 605,5 milliards de bons du Trésor (38,5%) et 967,9 milliards d'obligations (61,5%). Par rapport au mois précédent, les ressources mobilisées ont augmenté de 592,3 milliards (+60,4%), en lien avec la hausse des émissions d'obligations (+668,5 milliards ou +223,3%), atténuée par la baisse de celles des bons du Trésor (-76,2 milliards ou -11,2%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a progressé de 740,6 milliards (+88,9%).

Le taux de couverture<sup>2</sup> global des montants mis en adjudication est resté quasiment stable à 123,2 % en avril 2025, après 123,5% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** a, au cours du mois sous revue, enregistré une opération pour un montant de 416,6 milliards.

**Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États**

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	avril 2024	mars 2025	avril 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
<b>Bons</b>	524,5	681,7	605,5	-76,2	-11,2	81,0	15,4
<b>Obligations par adjudication</b>	308,3	299,4	967,9	668,5	223,3	659,6	213,9
<i>Total adjudication</i>	832,8	981,1	1 573,4	592,3	60,4	740,6	88,9
<i>Obligations par syndication</i>	80,0	0,0	416,6	-	-	336,6	420,8
<b>Total marché régional des titres publics</b>	912,8	981,1	1 990,0	1 008,9	102,8	1 077,2	118,0
<b>Marché des eurobonds</b>	0,0	1 286,0	0,0	-	-	-	-
<b>Total général</b>	912,8	2 267,1	1 990,0	-277,1	-12,2	1 077,2	118,0

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

<sup>2</sup> Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Les taux d'intérêt ont augmenté pour les bons, tandis qu'ils ont diminué pour les obligations. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons a progressé de 35 points de base (pdb) pour s'établir à 7,99% en avril 2025. Pour sa part, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires s'est replié de 19 pdb pour s'établir à 7,49% en avril 2025.

Sur le compartiment par syndication, le rendement moyen pondéré des obligations émises est ressorti à 6,68%.

Par rapport à la même période de l'année 2024, les coûts des mobilisations des emprunts publics sont en baisse sur les deux segments. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons et le rendement moyen pondéré des obligations se sont repliés respectivement de 1 et 63 pdb.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, aucune émission de titres publics n'a été effectuée par les Etats membres au cours du mois sous revue.

**Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États**

(En point de pourcentage)

	avril 2024	mars 2025	avril 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
<b>Bons</b>	<b>8,00</b>	<b>7,64</b>	<b>7,99</b>	<b>0,35</b>	<b>-0,01</b>
<b>Obligations</b>	<b>7,79</b>	<b>7,68</b>	<b>7,25</b>	<b>-0,43</b>	<b>-0,54</b>
<i>Par adjudication</i>	<i>8,12</i>	<i>7,68</i>	<i>7,49</i>	<i>-0,19</i>	<i>-0,63</i>
<i>Par Syndication</i>	<i>6,50</i>	<i>-</i>	<i>6,68</i>	<i>-</i>	<i>0,18</i>
<b>Eurobonds</b>					
<i>émission en dollar</i>	<i>-</i>	<i>8,45</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>émission en FCFA</i>	<i>-</i>	<i>7,63</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

## V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

***Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent favorables, bien qu'elles dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire interne, ainsi que des aléas climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'orientation favorable de la conjoncture soutiendrait les performances économiques de l'UEMOA.***

### 5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par une progression de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les activités extractives, le commerce, les services marchands et non marchands, le transport et les BTP.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

D'après les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 7,3% au deuxième trimestre 2025, après une estimation de 7,1% au premier trimestre 2025. La vigueur de la demande intérieure contribuerait à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,9% au premier trimestre 2025.

**Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA***(contribution en point de %)*

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	1T2024	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>
Agriculture vivrière	3,5	5,5	5,5	6,7	6,6	6,8	6,9
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,2	1,5	1,5	1,3	1,2	1,3	1,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>
Activités extractives	0,0	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,5
Industries manufacturières	5,0	5,3	5,3	5,4	5,3	5,4	5,5
Production et dist. Électricité, gaz et eau	1,3	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7
BTP	0,5	1,0	1,0	-9,6	-9,4	-9,7	-9,8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>
Commerce	1,5	2,1	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9
Transports, postes et communications	0,7	0,2	0,2	-8,0	-7,9	-8,1	-8,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1,3	0,5	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>5,9</b>	<b>6,1</b>	<b>6,1</b>	<b>7,2</b>	<b>7,1</b>	<b>7,3</b>	<b>7,4</b>

Source : BCEAO

## 5.2. Monnaie

Les estimations situeraient le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 12,8% à fin avril 2025, en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à son niveau de mars 2025. La hausse de 6.046,1 milliards serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 7,8%, ainsi qu'à la consolidation attendue des AEN des institutions de dépôt, à hauteur de 4.259,9 milliards.

En particulier, le renforcement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+10,8%) et, dans une moindre mesure, à celle des créances sur l'économie (+5,6%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin avril 2025 par la hausse des dépôts (+10,8%) et de la circulation fiduciaire (+19,6%).

## 5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à 1,7% en mai 2025 et 1,8% en juin 2025. Cette évolution de l'inflation résulterait de la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires (-16,4% en avril 2025 contre -10,6% précédemment), en particulier le blé, le sucre et le lait, ainsi que de l'approvisionnement progressif des marchés de l'Union en produits céréaliers issus de la campagne agricole 2024/2025 dont la production s'est accrue de 3% pour ladite campagne. Par contre, l'impact de la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union, ainsi que des récentes modifications tarifaires instaurées sur les échanges commerciaux entre les pays de l'Union et les Etats-Unis, constituent une source de risque et pourraient limiter les effets modérateurs des facteurs d'atténuation de la hausse des prix dans l'Union.

**Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction**  
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	mars 25	avril 25	avril 25	mai 25
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	1,8	1,4	1,6	1,7
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Assurances et services Financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>6,0</b>	<b>7,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>

Sources : INS, BCEAO



## ANNEXES STATISTIQUES

**Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
<b>COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>
Commerce de véhicules automobiles	0,8	-0,3	0,0	0,2	0,6
Entretien et réparation de véhicules automobiles	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,05
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	-0,3	0,0	-0,2	-0,1
Commerce et réparation de motocycles	0,2	-0,2	0,0	0,2	0,3
<b>COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES</b>	<b>2,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,4</b>
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,03
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	2,0	0,6	-0,8	0,5	0,2
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	-0,2	0,0	-0,3	0,1	-0,2
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,4	-0,7	-0,4	0,3	-0,7
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,0	-0,2	0,4	0,1	0,2
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
<b>COMMERCE DE DÉTAIL</b>	<b>5,4</b>	<b>-4,8</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>3,8</b>
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,7	0,6	-0,2	-0,7	0,7
Commerce de détail en magasin spécialisé	4,7	-5,3	-0,9	0,3	3,1
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>8,9</b>	<b>-5,9</b>	<b>-2,4</b>	<b>1,1</b>	<b>4,4</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoire, CVS

**Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
<b>ACTIVITÉS EXTRACTIVES</b>	<b>0,1</b>	<b>7,9</b>	<b>-8,5</b>	<b>7,8</b>	<b>-9,2</b>
Extraction d'hydrocarbures	-0,4	-0,1	0,5	-0,1	0,6
Extraction de minerais métalliques	0,3	8,0	-9,0	7,9	-9,9
Autres activités extractives	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>ACTIVITÉS DE FABRICATION</b>	<b>2,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,9</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>
Fabrication de produits alimentaires	0,4	0,5	2,5	0,5	2,7
Fabrication de boissons	0,8	-0,8	-0,3	-0,8	-0,3
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	1,1	0,6	-0,3	0,6	-0,3
Fabrication d'articles d'habillement	-0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,1
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,01
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,6	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	-0,1	0,1	1,1	0,1	1,2
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,1	1,9	-0,7	1,8	-0,8
Fabrication de produits chimiques	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Fabrication pharmaceutiques	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,2	0,0	0,5	0,0	0,5
Fabrication de matériaux minéraux	0,4	0,0	-0,2	0,0	-0,2
Métallurgie	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,1	0,3	-0,1	0,3	-0,1
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	-0,1	0,1	0,0	0,1	-0,02
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,7	0,3	0,0	0,3	0,0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DEPOLLUTION</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE</b>	<b>1,6</b>	<b>10,8</b>	<b>-5,7</b>	<b>10,7</b>	<b>-6,3</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST